

traordinaires à Paris, où il dépense tant d'argent pour le bien du Canada et le plus grand avantage de ses amis politiques.

Toute l'histoire du parti libéral, avec ses programmes multicolores, tant au pouvoir que dans l'opposition, ne serait qu'une immense farce, si elle ne faisait rejailir tant de discrédit sur notre pays.

Le gouvernement avait décidé d'en appeler au peuple l'automne dernier et pour ma part, j'aurais été bien aise qu'il l'eût fait, mais puisqu'il ne l'a pas osé, souhaitons que la chose ait lieu bientôt; car, le plus tôt il sera donné aux électeurs de se prononcer, le mieux ce sera. Le pays est fatigué du régime actuel; il est fatigué du règne de ces messieurs qui ont violé toutes leurs promesses; car, après avoir dit qu'ils n'augmenteraient pas la dette publique, ils l'ont grossie de \$8,000,000; après avoir clamé bien haut qu'il y avait trop de ministres dans le cabinet conservateur, ils en ont créé deux nouveaux; et

c'est ainsi qu'ils ont augmenté les dépenses, tout en fournissant une moindre somme de travail que leurs prédécesseurs.

Les électeurs ont hâte de signifier au gouvernement ce qu'ils pensent de sa conduite. Nous avons déjà eu un exemple de ce que peut faire l'opinion publique outragée. Dans la province de Québec, le gouvernement Mercier était tout puissant et gaspillait l'argent comme le font les ministres fédéraux actuellement. Il s'était fait donner des lettres de crédit en quantité suffisante pour en paver la voie publique de Québec à Montréal et avait dédaigné la lettre et l'esprit de la constitution. Le peuple de la province de Québec apprit à le connaître, et en 1892, le renvoya là d'où il n'aurait jamais dû sortir. Le même sort attend le premier ministre et ses collègues, ainsi qu'un grand nombre de leurs amis. A la première occasion, le peuple va les précipiter des hauteurs qu'ils s'étaient mis en tête d'escalader, en 1896.